

Paris, le 4 mars 2015

Résultats annuels 2014 :

- **Chiffre d'affaires : 8 336 M€ (- 7,2 % à p.c.c.)**
- **Excédent brut d'exploitation¹ : 735 M€ (- 257 M€ vs 2013)**
- **Cash-flow opérationnel libre avant impôts¹ : - 372 M€ (- 537 M€ vs 2013)**
- **Résultat net part du groupe : - 4 834 M€**
 - **Provisions pour pertes de valeur d'actifs des activités nucléaires (1 460 M€) et dépréciation des impôts différés actifs (938 M€)**
 - **Pertes additionnelles et provisions pour pertes à terminaison sur trois grands projets nucléaires (1 097 M€, dont 720 M€ au titre du projet EPR OL3)**
 - **Provisions pour opérations de fin de cycle (300 M€)**
 - **Provisions pour pertes de valeur, pertes à terminaison et risques dans les activités renouvelables destinées à être cédées (557 M€)**

Service de Presse

T : +33 (0)1 34 96 12 15
press@areva.com

Relations Investisseurs

Philippine du Repaire
philippine.durepaire@areva.com
T : +33 (0)1 34 96 11 51

Plan de transformation*

- **Feuille de route stratégique**
 - **Recentrage sur le cœur des procédés nucléaires**
 - **Refonte du partenariat avec EDF**
 - **Développement renforcé de la présence en Chine**
- **Performance opérationnelle**
 - **Plan de compétitivité : 1 Md€ de gains opérationnels par rapport à 2014 et projet de réorganisation de l'ingénierie**
 - **Gestion renforcée des grands projets : Olkiluoto 3, Flamanville 3, réacteur de recherche Jules Horowitz**
- **Dialogue social**
 - **La situation de l'entreprise, ses orientations stratégiques et ses implications feront l'objet d'une concertation initiée dans les prochains jours**

¹ Retraité des cessions d'actifs (Euriware, Duisburg, activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA, activité de panneaux électriques au Brésil et activité d'éoliennes terrestres)



● **Plan de financement**

Définition d'un plan de financement sur 3 ans qui sera présenté d'ici à la publication des résultats semestriels. L'entreprise axera ses efforts sur :

- **une forte sélectivité des investissements**
- **la mise en œuvre du plan de compétitivité**
- **des cessions et partenariats comportant un volet capitalistique**
- **des financements des actifs opérationnels et une gestion optimisée de la trésorerie**

L'entreprise étudie également les modalités d'un renforcement adéquat de ses fonds propres.

● **Perspectives financières* : objectif de cash-flow net positif en 2018**

* *Données à périmètre et change constants, hors impact des cessions, opérations capitalistiques et de refinancement.*

Le Conseil d'Administration d'AREVA, réuni hier sous la présidence de Philippe Varin, a arrêté les comptes clos au 31 décembre 2014. A propos des résultats,

Philippe Varin, Président du Conseil d'Administration a déclaré :

« Au nom du Conseil d'Administration, je salue le travail effectué par le groupe AREVA pour établir un diagnostic précis de la situation et élaborer un plan de transformation à la hauteur des enjeux. AREVA possède des savoir-faire reconnus dans le monde entier, et la France a besoin d'une filière nucléaire forte. Le groupe doit désormais suivre le cap du redressement en réalisant des efforts très importants. Le Conseil d'Administration sera exigeant dans la mise en œuvre de ce plan. Je tiens à affirmer ma confiance dans l'équipe de direction générale et dans l'ensemble des collaborateurs d'AREVA pour sortir le groupe de la crise qu'il traverse aujourd'hui. »

Philippe Knoche, Directeur Général, a déclaré :

« L'ampleur de la perte nette de l'exercice 2014 illustre le double défi auquel AREVA est confronté : stagnation durable des activités nucléaires, manque de compétitivité et difficile gestion des risques inhérents aux grands projets. Le groupe a pris la mesure de la gravité de la situation. Il a entrepris depuis novembre 2014 une revue stratégique complète de ses activités, et l'a fait sans concession. AREVA peut ainsi annoncer un plan de transformation cohérent qui fixe pour toutes les équipes, un cap exigeant mais réaliste sur le plan économique.

Tout d'abord, AREVA va se recentrer sur son cœur de métier, la maîtrise des procédés nucléaires clés pour le fonctionnement du parc mondial. Ce recentrage stratégique conduira à la révision de certaines ambitions, que ce soit dans la conduite des projets de nouveaux réacteurs ou dans les énergies renouvelables. L'objectif d'AREVA c'est d'atteindre l'excellence en tant que fournisseur de produits et services à très forte valeur ajoutée.

Ensuite, AREVA, dont les moyens avaient été dimensionnés pour accompagner une croissance à court terme du nucléaire, doit s'adapter aux nouvelles réalités du marché et redevenir compétitif. L'urgence pour le groupe est de sortir de la crise qu'il traverse et d'assurer son avenir avec le lancement immédiat d'un plan de compétitivité ambitieux, fondé sur la simplification des organisations, la qualité des opérations, et une toute nouvelle approche de la gestion des risques pour les grands projets.

Enfin, AREVA doit garantir le financement pérenne de ses activités. Un plan de financement sera précisé d'ici à la publication des comptes semestriels.

L'engagement de tous les salariés d'AREVA, qui a toujours été total au service des clients du groupe, est aujourd'hui plus nécessaire encore car il sera la clé du succès.

L'enjeu pour nous tous est désormais de mettre en œuvre le plan de transformation dans toutes ses dimensions, pour faire d'AREVA, au sein de la filière nucléaire française, un groupe recentré, simplifié, compétitif et en situation de reconquête. »



I – Analyse des chiffres clés du groupe

En application des normes IFRS 5 et IFRS 11, les états financiers du 31 décembre 2013 ont été retraités pour présenter un *proforma* à périmètre comparable au 31 décembre 2014 et le résultat des activités renouvelables en cours de mise en commun ou de négociation en vue d'une cession est présenté sur une ligne spécifique « résultat net des activités destinées à être cédées ».

L'ensemble des chiffres clés du groupe (y compris données publiées) figurent dans l'Annexe 1 – Chiffres clés du groupe.

| <i>En millions d'euros</i> | 2014 | 2013 proforma | Variation 2014/2013 |
|--|-----------------|--------------------------|--------------------------------|
| Carnet de commandes | 46 866 | 41 440 | + 5 426 M€ |
| Chiffre d'affaires | 8 336 | 9 062 | - 7,2 % à p.c.c. |
| Dont activités nucléaires ¹ | 8 210 | 8 864 | - 7,3 % à p.c.c. |
| Dont activités renouvelables | 52 | 68 | - 21,4 % à p.c.c. |
| Excédent brut d'exploitation retraité² | 735 | 991 | - 257 M€ |
| <i>En % du chiffre d'affaires</i> | 8,8 % | 10,9 % | - 2,1 pts |
| Dont impact des 4 grands projets en perte | - 446 | - 584 | + 138 M€ |
| Cash-flow opérationnel libre avant IS retraité² | - 372 | 165 | - 537 M€ |
| Résultat opérationnel retraité² | - 2 624 | 34 | - 2 658 M€ |
| Résultat opérationnel retraité² hors pertes de valeur | - 1 150 | 154 | - 1 304 M€ |
| Résultat net part du groupe des activités destinées à être cédées | - 635 | - 246 | - 389 M€ |
| Résultat net part du groupe | - 4 834 | - 494 | - 4 340 M€ |
| Résultat net par action | - 12,64 € | - 1,30 € | - 11,34 € |
| | 31.12.14 | 31.12.13 | |
| Endettement (+) / trésorerie (-) net(te) | 5 809 | 4 468 | + 1 340 M€ |
| Cash-flow net | - 1 340 | - 162 | - 1 178 M€ |

Les indicateurs financiers sont définis dans le lexique financier en Annexe 10 – Définitions.

¹ Activités nucléaires : activités des BG Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et de la Direction Ingénierie et Projets (comptabilisée dans la ligne Corporate et Autres)

² Retraité des cessions d'actifs (Euriware, Duisburg, activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA, activité de panneaux électriques au Brésil et activité d'éoliennes terrestres)



Carnet de commandes et chiffre d'affaires

Le carnet de commandes du groupe s'élève à 46,9 milliards d'euros au 31 décembre 2014, en forte progression par rapport au 31 décembre 2013 (41,4 milliards d'euros). Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève 8 336 millions d'euros en 2014, en baisse de 8,0 % en données publiées et de 7,2% à p.c.c. par rapport à l'exercice 2013 (voir communiqué de presse du 2 février 2015).

Excédent brut d'exploitation (EBE) – analyse par Business Group en annexe 6

L'EBE retraité¹ est en repli par rapport à 2013 (passant de 991 millions d'euros en 2013 à 735 millions d'euros en 2014) du fait de la baisse de l'activité et d'une base de comparaison défavorable par rapport à 2013 où il avait bénéficié de contrats non-récurrents dans les BG Mines et Aval. Ces éléments ne sont que très partiellement compensés par un moindre niveau de dépenses sur le chantier EPR d'Olkiluoto 3.

L'EBE publié passe de 991 millions d'euros en 2013 à 711 millions d'euros en 2014, en baisse de 280 millions d'euros.

Cash-flow opérationnel libre avant impôts

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts retraité¹ recule de 537 millions d'euros par rapport à 2013 (- 372 millions d'euros en 2014 contre 165 millions d'euros en 2013).

- La variation du BFR opérationnel retraité¹ est positive, atteignant 39 millions d'euros en 2014 contre 552 millions d'euros en 2013 où elle avait bénéficié d'opérations importantes de déstockage et des résultats des actions sur la maîtrise du poste dettes fournisseurs.

(analyse par Business Group en annexe 7)

- Les investissements opérationnels bruts du groupe sont maîtrisés à 1 159 millions d'euros en 2014, contre 1 423 millions d'euros en 2013. Cette baisse est en ligne avec l'avancée de la construction des usines Georges Besse II et Comurhex II.

(analyse par Business Group en annexe 8)

Les investissements opérationnels nets retraités¹ après mesures d'optimisation s'établissent à 1 151 millions d'euros en 2014, contre 1 371 millions d'euros en 2013, en baisse de 220 millions d'euros.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts publié s'établit à - 403 millions d'euros en 2014 contre 165 millions d'euros en 2013.

Résultat opérationnel – analyse par Business Group en annexe 9

Le résultat opérationnel retraité¹ du groupe s'élève à - 2 624 millions d'euros en 2014 contre + 34 millions d'euros en 2013. En 2014, il comprend :

- des provisions pour pertes de valeur d'actifs des activités nucléaires dans les quatre Business Groups (1 460 M€),

¹ Retraité des cessions d'actifs (Euriware, Duisburg, activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA, activité de panneaux électriques au Brésil et activité d'éoliennes terrestres)



- des pertes additionnelles et provisions pour pertes à terminaison sur trois grands projets nucléaires du BG Réacteurs et Services (1 097 M€, dont 720 M€ au titre du projet EPR OL3),
- des provisions pour opérations de fin de cycle dans le BG Aval (289 M€).

Le résultat opérationnel publié du groupe s'élève à - 2 645 millions d'euros en 2014 contre 34 millions d'euros en 2013.

Résultat net part du groupe

Le résultat net part du groupe s'élève à - 4 834 millions d'euros en 2014 contre un montant négatif de 494 millions d'euros en 2013.

- Le résultat net part du groupe des activités destinées à être cédées s'élève à - 635 millions d'euros en 2014 contre - 246 millions d'euros en 2013. Il est impacté par :
 - les dépréciations d'actifs immobilisés (y compris goodwill) des activités Energie éolienne et Energie solaire, comme suite à la révision des perspectives commerciales de ces activités, pour un montant total de 135 millions d'euros ;
 - les pertes à terminaison dotées sur plusieurs contrats des activités Energie éolienne et Energie solaire pour un montant total de 215 millions d'euros ;
 - des provisions pour risques et pour garantie sur les contrats des activités Energie éolienne et Energie solaire pour un montant de 205 millions d'euros.
- La quote-part du résultat des coentreprises et des entreprises associées s'établit à - 154 millions d'euros en 2014 contre - 13 millions d'euros en 2013.
- Le résultat financier est de - 397 millions d'euros en 2014, contre - 248 millions d'euros en 2013. Le coût de l'endettement financier net s'élève à - 243 millions d'euros en 2014 contre - 213 millions d'euros en 2013. L'évolution du résultat financier s'explique par la part liée aux opérations de fin de cycle qui se dégrade sur la période (31 millions d'euros en 2014 contre 165 millions d'euros en 2013).

La charge d'impôt nette atteint - 1 000 millions d'euros en 2014, contre un produit de 59 millions d'euros en 2013, intégrant une dépréciation des impôts différés actifs existants à l'ouverture pour un montant de 938 millions d'euros, comme suite à la révision des perspectives d'activité et de rentabilité du groupe dans ses périmètres d'intégration fiscale en France et en Allemagne, en cohérence avec les hypothèses retenues pour les tests de perte de valeur de certains actifs.

Endettement financier net et liquidité

L'endettement financier net total du groupe s'élève à 5 809 millions d'euros au 31 décembre 2014, contre 4 468 millions d'euros au 31 décembre 2013. Cette hausse de l'endettement net s'explique, outre le cash-flow opérationnel libre avant impôt négatif sur l'exercice, par :

- les décaissements d'impôts (- 140 millions d'euros) ;
- l'augmentation de la dette nette des activités destinées à être cédées, Energie Eolienne et Energie Solaire (- 366 millions d'euros) ;
- ainsi que par l'impact sur la trésorerie du résultat financier (- 322 millions d'euros).

Le cash-flow net du groupe s'élève à - 1 340 millions d'euros en 2014 contre - 162 millions d'euros en 2013.

En 2014, deux opérations majeures de financement ont été réalisées :



- une émission obligataire d'un montant total de 750 millions d'euros à 9 ans (échéance 2023) avec un coupon annuel de 3,125 % ;
- la mise en œuvre d'un financement de projet innovant, à recours limité, pour l'usine d'enrichissement Georges Besse II avec un syndicat de 10 banques pour 650 millions d'euros.

L'encours obligataire d'AREVA s'élève ainsi à 5,9 milliards d'euros au 31 décembre 2014 et le groupe n'a pas d'échéance majeure de remboursement de dette avant septembre 2016.

Au 31 décembre 2014, le groupe dispose :

- d'une trésorerie nette disponible¹ de 1 062 millions d'euros (contre 1 180 millions d'euros au 31 décembre 2013) ;
- de lignes de crédit confirmées et non-tirées pour un montant total de 2,1 milliards d'euros (crédit syndiqué de 1,25 milliard d'euros à échéance 2018 et lignes bilatérales de 845 millions d'euros à échéances 2016 et 2017) sur lesquelles AREVA pourra être amené à tirer (comme elle avait pu le faire entre 2007 et 2010 sur sa ligne de crédit syndiqué), en fonction des besoins de liquidité nécessaires à ses activités.

Opérations de fin de cycle

Le Groupe reconnaît, en complément de la valeur de ses immobilisations corporelles, la part à terme des coûts des opérations de fin de cycle (démantèlement des installations nucléaires, décontamination et stockage des déchets) dont il a la responsabilité financière ; cet actif quote-part Groupe est amorti sur le même rythme que les immobilisations sous-jacentes. Il constate aussi un actif quote-part tiers pour la part devant être financée par certains clients sur les opérations de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets. En contrepartie, le coût total estimé des opérations de fin de cycle est provisionné dès la mise en service actif, y compris, le cas échéant, la quote-part financée par des tiers.

Au 31 décembre 2014, la valeur nette comptable des provisions pour opérations de fin de cycle s'élève à 6 985 millions d'euros contre 6 437 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Cette hausse s'explique principalement par ;

- le renforcement des provisions de fin de cycle (289 millions d'euros et 11 millions d'euros impactant respectivement le résultat opérationnel et le résultat financier consécutivement aux « lettres de suite » reçues aux premier et second semestres 2014 de l'autorité administrative, pour renforcer la couverture des incertitudes relatives aux opérations de démantèlement et de reprise et reconditionnement des déchets du Business Group Aval) ;
- le changement de taux d'actualisation et d'inflation (+ 112 millions d'euros), abaissés de 4,75 % à 4,50 % et de 1,90 % à 1,75 %, respectivement ;
- la mise en service progressive de l'usine Georges Besse II et la révision triennale de devis, en particulier celui de l'usine Melox.

Concernant l'évacuation et le stockage des déchets de haute et moyenne activité (HAVL et MAVL) relevant de la loi du 30 décembre 1991 :

¹ Trésorerie nette disponible : Trésorerie, équivalents de trésorerie minorés des dettes financières courantes (parmi lesquelles, au 31 décembre 2014, 172 millions d'euros de billets de trésorerie ainsi que 200 millions d'euros à échéance décembre 2015 relatifs au prêt de la Banque Européenne d'Investissement)



- Le 18 décembre 2014, la Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a transmis à AREVA, à EDF, au CEA et à l'ASN un chiffrage pour une consultation formelle. A l'issue d'une phase d'échanges pour laquelle les producteurs de déchets disposaient d'un délai de deux mois pour formuler leurs observations sur les nouvelles pistes d'optimisation, la Ministre arrêtera un chiffrage qui prendra également en compte les recommandations de l'ASN.
- Le processus de consultation sur le chiffrage du devis CIGEO à la date d'arrêté des comptes au 31 décembre 2014 n'est pas achevé. Compte tenu des incertitudes sur le niveau des coûts qui en résultera, AREVA attend la publication du chiffrage définitif par les autorités de tutelle pour réviser sa provision.

II – Diagnostic

Après les difficultés engendrées par le projet Olkiluoto 3 en Finlande, l'acquisition d'Uramin en 2007 et l'accident de Fukushima en 2011, le groupe a fait face, tout au long de l'année 2014 notamment, à une dégradation de la conjoncture (absence de redémarrage des réacteurs au Japon, baisse des prix de l'uranium, de la conversion et de l'enrichissement, baisse des budgets de maintenance des producteurs d'électricité, fin de contrats HEU et de conditionnement de déchets).

A fin 2014, la performance du groupe est grevée par les difficultés récurrentes rencontrées sur 3 projets majeurs, par un niveau de rentabilité insuffisant sur la plupart de ses activités face à la baisse du chiffre d'affaires et la variation du mix produit, ainsi que par des pertes additionnelles liées à ses activités dans les énergies renouvelables.

III – Feuille de route stratégique

Malgré cette situation conjoncturelle, les fondamentaux de la demande énergétique confirment les perspectives de croissance du marché du nucléaire. Selon les estimations disponibles, la capacité nucléaire mondiale augmenterait de 50 % d'ici 2030, tirée par le marché asiatique notamment.

Si la croissance de la base installée mondiale reste confirmée, **les fondamentaux de ce marché ont changé au cours des dernières années** :

- **Sur les marchés nucléaires matures** (Europe et Etats-Unis), les clients traditionnels d'AREVA subissent une pression économique accrue, répercutée sur les fournisseurs. L'impératif de rentabilité et le vieillissement des parcs créent de nouveaux besoins chez les électriciens, tandis que les stocks de combustibles usés augmentent.
- **Concernant le marché des nouvelles constructions**, la concurrence s'accroît, certains concurrents bénéficiant de la croissance de leur marché domestique essentiellement captif (Chine, Corée du Sud et Russie) et d'une capacité à financer les projets qu'ils construisent.

Dans ce contexte, et en maintenant **la sûreté et la sécurité comme priorités** pour le groupe et pour nos clients, AREVA a établi sa **feuille de route stratégique** autour de 3 objectifs:

- **Le recentrage sur le cœur des procédés nucléaires** :
 - **donner la priorité à la maîtrise des procédés nucléaires clés de la chaîne nucléaire, pour lesquels un leadership mondial et une compétitivité de long terme sont à la portée d'AREVA** ;
 - **maîtriser les risques liés à la conduite des grands projets de construction ou de modernisation d'installations nucléaires**;



- **rationaliser le portefeuille d'activités renouvelables** avec la poursuite des activités dans l'éolien offshore au travers d'une co-entreprise avec Gamesa et la recherche de partenaires pour les activités solaires et bioénergies.
- **La refonte du partenariat avec EDF :**

Refonder la relation industrielle entre les compétences et les technologies d'AREVA, fournisseur d'EDF, et ce dernier, face :

 - au nouveau défi de compétitivité de marché qui s'impose à l'ensemble de la filière, alors qu'AREVA achève une phase d'investissements pour ses installations du cycle et qu'une nouvelle phase d'investissements s'ouvre en parallèle pour le parc de réacteurs d'EDF (Grand Carénage) ;
 - au bon achèvement de Flamanville 3 et aux projets de nouveaux réacteurs qui devront être lancés dans la décennie à venir, à commencer par Hinkley Point, en tirant les meilleurs enseignements des difficultés rencontrées sur les projets en cours ;
 - aux besoins d'optimiser la gamme de réacteurs ;
 - au déplacement géographique des marchés vers les économies émergentes.
- **Le développement renforcé de notre présence en Chine :**
 - poursuivre la stratégie engagées avec les filiales et Joint-Ventures (JV) ;
 - décliner l'accord stratégique AREVA-CNNC conclu en mars 2014 et portant sur l'ensemble des activités ;
 - poursuivre le partenariat avec CGN en capitalisant sur l'avancement du chantier des réacteurs Taishan 1 et 2.

IV – Plan opérationnel

Le groupe met en œuvre un **plan de compétitivité qui vise 1 milliard d'euros d'économies à l'horizon 2017** sur la base de coûts annuelle par rapport à 2014.

Le succès de ce plan de compétitivité résultera d'une plus grande simplicité des organisations et d'une meilleure qualité des opérations.

Il exigera des efforts sans précédent pour ajuster le groupe à la réalité de ses marchés, et reposera en particulier sur de nouveaux leviers dans les achats, sur une forte amélioration de la productivité et de la qualité, en allégeant les structures et en optimisant les implantations géographiques. Ces économies, qui pourront être revues selon l'évolution de la situation, seront complétées par un plan concernant les nouvelles opportunités de ventes.

De nouvelles mesures sont décidées dans la maîtrise des grands projets, Olkiluoto 3 (OL3), Flamanville 3 (FA3) et le projet de construction du Réacteur Jules Horowitz pour le CEA (RJH). Par ailleurs, le groupe fera évoluer son ingénierie vers les meilleures pratiques des EPC (Engineering, procurement and construction) actuels.

L'ensemble de ces mesures vise à redonner à AREVA la capacité d'atteindre dans les 3 ans un niveau de marge au moins comparable à celui de ses principaux concurrents sur les différents marchés dans le monde.

V – Dialogue social

Les orientations stratégiques du groupe, ainsi que leurs implications industrielles et sociales, donneront lieu à une large concertation avec les représentants du personnel. Cette concertation sera menée dans le cadre d'un **calendrier social** dont la séquence est la suivante :



- à partir du 4 mars, présentation de la feuille de route aux instances groupe de représentation du personnel ;
- identification par chaque entité de ses leviers de compétitivité ;
- à partir de la fin du mois de mars, lancement d'une phase de concertation avec les organisations syndicales, sur un projet d'accord-cadre ou d'accord de méthode relatif à l'emploi, aux rémunérations, et au temps de travail ;
- c'est sur la base des orientations négociées au cours de cette phase que pourront ensuite être mises en œuvre les consultations légales ou renégociations d'accords propres à chaque entité juridique du groupe.

VI – Plan de financement

AREVA présentera un plan de financement 2015-2017 d'ici à la publication des comptes semestriels qui, intégrant les effets du plan de compétitivité, comprendra les mesures suivantes :

- forte sélectivité sur les **investissements** qui seront ramenés à moins de 3 milliards d'euros en cumul sur la période (contre 4,6 milliards d'euros entre 2012 et 2014), priorité étant donnée aux investissements de sûreté, sécurité et maintenance de nos installations ainsi qu'à l'achèvement des investissements engagés dans les projets stratégiques du groupe ;
- la **poursuite de la levée de financements bancaires au niveau d'actifs industriels**, comme en 2014 avec le financement de projet pour l'usine Georges Besse II et le **recours à des instruments de financement opérationnel** ;
- un **programme de cessions** d'actifs d'un montant supérieur à celui annoncé le 7 octobre 2014 ;
- des **partenariats comportant un volet financier**.

Enfin, AREVA étudie **des moyens de renforcement de ses fonds propres qui compléteront autant que de besoin les financements ci-dessus et seront précisés dans les mêmes échéances.**



VII – Perspectives financières

Données à périmètre et change constants, hors impact des cessions, opérations capitalistiques et de refinancement.

Pour 2017 et 2018 respectivement, dans un contexte d'activité en légère hausse (légère croissance du chiffre d'affaires organique) et compte tenu des dépenses restantes sur les trois grands projets en perte, des coûts de mise en œuvre du plan de compétitivité et des gains ultérieurs attendus, AREVA se fixe pour objectifs :

- un cash-flow opérationnel positif en 2017 ;
- un cash-flow net positif en 2018.

Pour l'exercice 2015, dans un contexte d'activité en légère baisse (avec une baisse du chiffre d'affaires organique jusqu'à - 5 %) et compte tenu des dépenses restantes sur les trois grands projets en perte, AREVA se fixe pour objectif :

- un cash-flow net, hors plan de compétitivité et coûts de mise en œuvre associés, entre - 1,7 et -1,3 milliard d'euros.

Politique de dividendes

La politique de distribution de dividendes est définie par le Conseil d'Administration sur la base de l'examen des résultats financiers, du budget prévisionnel de l'année 2015 tenant compte des besoins de la société en vue du redressement de sa situation financière et du contexte économique, et de la gestion de l'endettement. Ainsi, le Conseil d'Administration envisage de ne pas proposer de distribution de dividendes à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

A PROPOS D'AREVA

AREVA est l'un des leaders mondiaux du nucléaire. Le groupe propose aux électriciens une offre qui couvre toutes les étapes du cycle du combustible, la conception et la construction de réacteurs nucléaires, ainsi que les services pour leur exploitation. Son expertise et son exigence absolue en matière de sûreté font de lui un acteur de référence du secteur.

AREVA investit également dans les énergies renouvelables afin de développer en partenariat des solutions à fort contenu technologique.

Grâce à la complémentarité du nucléaire et des renouvelables, les 45 000 collaborateurs d'AREVA contribuent à bâtir le modèle énergétique de demain : fournir au plus grand nombre une énergie toujours plus sûre avec moins de CO₂.



Calendrier prévisionnel des événements et publications

**4 mars 2015 – 08:00 CET Conférence de presse et webcast
Résultats de l'exercice 2014 et annonces stratégiques**

Pour accéder à la conférence de presse qui se tient ce jour à 8h00 (heure de Paris), vous pouvez suivre le lien ci-dessous :

Version française : http://webcast.areva.com/20150304/press/resultats_annuels_2014/

Version anglaise : http://webcast.areva.com/20150304/press/2014_annual_results/

**4 mars 2015 – 09:30 CET Conférence analystes financiers et webcast
Résultats de l'exercice 2014 et annonces stratégiques**

Pour accéder à la présentation des résultats qui se tient ce jour à 9h30 (heure de Paris), avec les analystes financiers, vous pouvez suivre le lien ci-dessous :

Version française : http://webcast.areva.com/20150304/analysts/resultats_annuels_2014/

Version anglaise : http://webcast.areva.com/20150304/analysts/2014_annual_results/

**29 avril 2015 – 17:45 CEST Communiqué de presse
Chiffre d'affaires et informations relatives au 1^{er} trimestre 2015**

**21 mai 2015 – 15:00 CEST Assemblée Générale Mixte des actionnaires
Tour AREVA – 1, Place Jean Millier, 92 400 Courbevoie**

**30 juillet 2015 Communiqué de presse et conférence téléphonique
Résultats semestriels 2015**

Une information complète sur les résultats de l'exercice 2014 est disponible sur notre site internet : <http://areva.com/FR/finance-1153/publications-financieres-du-leader-des-metiers-de-l-energie-nucleaire-et-renouvelables.html>

Nota bene :

- Statut des comptes de l'année 2014 à l'égard de l'audit :

Les procédures d'audit sur les comptes consolidés sont terminées et le rapport de certification de ces comptes est en cours d'émission.

- Déclarations prospectives :

Ce document contient des informations et des déclarations prospectives. Les déclarations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et des services futurs ou les performances futures. Bien que la direction d'AREVA estime que ces déclarations prospectives sont raisonnables, les investisseurs et les porteurs de titres AREVA sont alertés sur le fait que ces déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle d'AREVA, qui peuvent impliquer que les résultats et développements attendus diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les informations et déclarations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par AREVA auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés sous la section « Facteurs de risques » du Document de référence enregistré auprès de l'AMF le 31 mars 2014 (consultable en ligne sur le site internet d'AREVA à l'adresse : www.areva.com). AREVA ne prend aucun engagement de mettre à jour les informations et déclarations prospectives à l'exception de ce qui est requis par les lois et règlements applicables.



Annexe 1 – Chiffres clés du groupe

| <i>En millions d'euros</i> | 2014 | 2013 proforma | Variation 2014/2013 |
|--|-----------------|--------------------------|--------------------------------|
| Carnet de commandes | 46 866 | 41 440 | + 5 426 M€ |
| Chiffre d'affaires | 8 336 | 9 062 | - 7,2 % à p.c.c. |
| Dont activités nucléaires ¹ | 8 210 | 8 864 | - 7,3 % à p.c.c. |
| Dont activités renouvelables | 52 | 68 | - 21,4 % à p.c.c. |
| Excédent brut d'exploitation retraité² | 735 | 991 | - 257 M€ |
| <i>En % du chiffre d'affaires</i> | 8,8 % | 10,9 % | - 2,1 pts |
| Dont impact des 4 grands projets en perte | - 446 | - 584 | + 138 M€ |
| Excédent brut d'exploitation publié | 711 | 991 | - 280 M€ |
| <i>En % du chiffre d'affaires</i> | 8,5 % | 10,9 % | - 2,4 pts |
| Cash-flow opérationnel libre avant IS retraité² | - 372 | 165 | - 537 M€ |
| Cash-flow opérationnel libre avant IS publié | - 403 | 165 | - 568 M€ |
| Résultat opérationnel retraité² | - 2 624 | 34 | - 2 658 M€ |
| Résultat opérationnel retraité² hors pertes de valeur | - 1 150 | 154 | - 1 304 M€ |
| Résultat opérationnel publié | - 2 645 | 34 | - 2 679 M€ |
| Résultat net part du groupe des activités destinées à être cédées | - 635 | - 246 | - 389 M€ |
| Résultat net part du groupe | - 4 834 | - 494 | - 4 340 M€ |
| Résultat net par action | - 12,64 € | - 1,30 € | - 11,34 € |
| | 31.12.14 | 31.12.13 | |
| Endettement (+) / trésorerie (-) net(te) | 5 809 | 4 468 | + 1 340 M€ |
| Cash-flow net | - 1 340 | - 162 | - 1 178 M€ |

¹ Activités nucléaires : activités des BG Mines, Amont, Réacteurs et Services, Aval et de la Direction Ingénierie et Projets (comptabilisée dans la ligne Corporate et Autres)

² Retraité des cessions d'actifs (Euriware, Duisburg, activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA, activité de panneaux électriques au Brésil et activité d'éoliennes terrestres)



Annexe 2 - Compte de Résultat

| <i>En millions d'euros</i> | 2014 | 2013 proforma | Var. 14/13 |
|--|----------------|------------------|------------|
| Chiffre d'affaires | 8 336 | 9062 | - 8,0 % |
| Autres produits de l'activité | 18 | 26 | - 8 M€ |
| Coût des produits et services vendus | (8 744) | (7 861) | - 883 M€ |
| Marge brute | (390) | 1 227 | - 1 617 M€ |
| Frais de Recherche et Développement | (231) | (273) | + 42 M€ |
| Frais commerciaux | (188) | (212) | + 24 M€ |
| Frais généraux et administratifs | (316) | (388) | + 72 M€ |
| Autres charges et produits opérationnels | (1 520) | (320) | - 1 200 M€ |
| Résultat opérationnel | (2 645) | 34 | - 2 679 M€ |
| Quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées | (154) | (13) | - 141 M€ |
| Résultat opérationnel après quote-part des résultats des coentreprises et entreprises associées | (2 799) | 22 | - 2 821 M€ |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 32 | 44 | - 12 M€ |
| Coût de l'endettement financier brut | (275) | (257) | - 18 M€ |
| Coût de l'endettement financier net | (243) | (213) | - 30 M€ |
| Autres charges et produits financiers | (155) | (35) | - 120 M€ |
| Résultat financier | (397) | (248) | - 149 M€ |
| Impôts sur les résultats | (1 000) | 59 | - 1 059 M€ |
| Résultat net d'impôt des activités poursuivies | (4 197) | (167) | - 4 030 M€ |
| Résultat net d'impôt des activités destinées à être cédées | (648) | (256) | - 392 M€ |
| Résultat net de la période | (4 845) | (423) | - 4 422 M€ |
| Dont Résultat net part des minoritaires | (11) | 71 | - 82 M€ |
| Dont Résultat net part du groupe | (4 834) | (494) | - 4 340 M€ |
| Résultat global | (5 190) | (504) | - 4 686 M€ |
| Nombre moyen d'actions hors actions propres | 382 347 301 | 380 590 309 | 1 756 992 |
| Résultat net part du groupe par action (en euros) | - 12,64 | - 1,30 | - 11,34 |



Annexe 3 - Tableau des Flux de Trésorerie consolidés

| <i>En millions d'euros</i> | 2014 | 2013 | Var. 14/13 |
|---|----------------|----------------|------------|
| Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts | 348 | 823 | - 475 M€ |
| Intérêts nets et impôts versés | (358) | (335) | - 23 M€ |
| Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts | (10) | 488 | - 498 M€ |
| Variation du Besoin en Fonds de Roulement | 199 | 541 | - 342 M€ |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | 190 | 1 030 | - 840 M€ |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | (1 076) | (1 371) | + 295 M€ |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | 939 | 250 | + 689 M€ |
| Diminution (augmentation) des titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat | (2) | 211 | - 213 M€ |
| Impact des variations de taux de change | 19 | (16) | + 35 M€ |
| Flux net de trésorerie généré par les activités destinées à être cédées | (97) | 26 | - 123 M€ |
| Augmentation (diminution) totale de la trésorerie | (26) | 130 | - 156 M€ |
| Trésorerie à l'ouverture de l'exercice | 1 582 | 1 451 | + 131 M€ |
| Trésorerie à la clôture de l'exercice | 1 556 | 1 582 | - 26 M€ |
| Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs | 122 | 106 | + 16 M€ |
| Trésorerie nette des activités en cours de cession | 9 | 4 | + 5 M€ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 1 686 | 1 692 | - 6 M€ |
| Dettes financières courantes | 624 | 512 | + 112 M€ |
| Trésorerie nette disponible | 1 062 | 1 180 | - 118 M€ |

Annexe 4 - Bilan simplifié¹

| <i>En millions d'euros</i> | 31.12.2014 | 31.12.2013 |
|---|-------------------|-------------------|
| ACTIF | | |
| Goodwill | 3 667 | 3 764 |
| Immobilisations corporelles et incorporelles | 10 986 | 11 241 |
| Actifs de couverture des opérations de fin de cycle | 6 203 | 6 256 |
| Titres des coentreprises et entreprises associées | 143 | 254 |
| Autres actifs financiers non courants | 273 | 261 |
| Impôts différés (actifs – passifs) | 371 | 1 099 |
| Besoin en fond de roulement opérationnel | (1 830) | (1 305) |
| Actifs des activités destinées à être cédées * | 375 | 643 |
| PASSIF | | |
| Capitaux propres | (244) | 4 982 |
| Provisions pour opérations de fin de cycle | 6 985 | 6 437 |
| Autres provisions et avantages au personnel | 5 975 | 4 779 |
| Autres éléments d'actif et de passif | 1 271 | 1 158 |
| Endettement net | 5 809 | 4 468 |
| Passifs des activités destinées à être cédées | 392 | 389 |
| Total bilan simplifié | 20 188 | 22 213 |

* Hors capitaux propres des activités en cours de cession

¹ Le bilan simplifié compense des éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement opérationnel, de l'endettement net ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté dans les comptes consolidés.



Annexe 5 – Eléments notables impactant le résultat net

| <i>En millions d'euros</i> | Pertes de valeur | Provisions pour pertes à terminaison | Provisions de fin de cycle | Provisions pour risque | | | | |
|-------------------------------|--|---|--|-------------------------------|--|---------------|---|---------------|
| Nucléaire | Actifs miniers | 300 | Olkiluoto 3 | 720 | Provisions pour opérations de fin de cycle | 300 | Projet de construction d'un réacteur expérimental | 187 |
| | Comurhex II | 599 | Contrat de modernisation de centrale en Europe | 155 | | | | |
| | Frais de développement immobilisés relatifs à l'EPR | 362 | | | | | | |
| | Impact Accord Traitement-Recyclage avec EDF | 105 | | | | | | |
| Energies renouvelables | Activités énergies éolienne et solaire, y compris goodwill | 135 | Contrats éoliens et solaires | 215 | | | Contrats éoliens et solaires | 205 |
| | Goodwill Bioénergie | 14 | | | | | | |
| Groupe | Impôts différés d'actifs | 938 | | | | | | |
| | Entreprises mises en équivalence | 130 | | | | | | |
| Total | | c. 2 600 | | c. 1 100 | | c. 300 | | c. 400 |



Annexe 6 – Analyse de l'excédent brut d'exploitation (EBE) par Business Group (BG)

Dans le **BG Mines**, l'EBE s'élève à 451 millions d'euros en 2014 contre 647 millions d'euros en 2013. Cette évolution s'explique essentiellement par :

- la baisse anticipée des volumes vendus (- 28 %) suite à l'achèvement, fin 2013, des ventes faites dans le cadre des accords dits « HEU » et aux opérations importantes de déstockage réalisées en 2013 ;

et dans une moindre mesure par :

- une hausse des coûts de production, en lien entre autres avec l'application en 2014 de la loi minière de 2006 au Niger, et d'un impact ponctuel au Kazakhstan lié au retard de la mise en service du calcinateur ;
- un léger recul du prix de vente moyen de l'uranium ressortant des contrats par rapport à 2013 ;
- des coûts de démobilisation du projet Imouraren au Niger en lien avec la décision de décaler celui-ci dans l'attente de conditions de marché meilleures.

L'EBE retraité¹ du **BG Amont** s'élève à 431 millions d'euros en 2014 contre 296 millions d'euros en 2013. Cette forte hausse s'explique notamment par :

- la hausse de l'activité par rapport à la même période de 2013 ;
- la montée en puissance de l'usine d'enrichissement Georges Besse II, opérationnelle à 88 % de sa capacité nominale à fin 2014 ;
- l'effet positif des plans d'amélioration de la performance dans l'ensemble des activités du BG.

Dans le **BG Réacteurs et Services**, l'EBE retraité² est de - 229 millions d'euros en 2014, en amélioration par rapport à l'exercice 2013 (- 283 millions d'euros). Cette évolution s'explique notamment par un moindre niveau d'activité sur le projet EPR d'Olkiluoto 3, focalisé en 2014 sur le chemin critique constitué par le contrôle-commande, et par les actions de réduction des coûts engagées dans le BG.

Le **BG Aval** enregistre un EBE de 232 millions d'euros en 2014 contre 532 millions d'euros au en 2013. Cette forte baisse s'explique par :

- une base de comparaison défavorable par rapport à 2013 où l'EBE du BG avait bénéficié d'une forte activité dans le cadre de contrats pour des clients étrangers, conclus en vue de campagnes de fabrication de combustible MOX ;
- l'impact ponctuel négatif de l'accord trouvé avec EDF sur les conditions pour 2013-2020 de l'accord traitement-recyclage, en particulier en termes de concessions commerciales ;
- et ce malgré une forte activité dans les installations de la Hague et Melox et la maîtrise des coûts de production.

L'EBE du **BG Energies Renouvelables** s'élève à - 24 millions d'euros en 2014, stable par rapport à 2013 (- 26 millions d'euros). Les plans d'amélioration de la performance dans l'activité Bioénergie ont permis de compenser les coûts de restructuration et de litiges liés à des contrats clients anciens.

¹ Retraité de la cession de Duisburg

² Retraité des cessions d'actifs : activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA et activité d'éoliennes terrestres



Annexe 7 – Analyse de la variation du BFR opérationnel par BG

La variation du BFR opérationnel du **BG Mines** est négative de 29 millions d'euros (contre une contribution positive de 206 millions d'euros en 2013 à la suite d'importantes opérations de déstockage).

La variation du BFR opérationnel du **BG Amont** est négative de 120 millions d'euros contre une contribution positive de 217 millions d'euros en 2013 où il avait bénéficié des résultats des actions sur la maîtrise du poste dettes fournisseurs.

La variation du BFR opérationnel retraité¹ du **BG Réacteurs et Services** est positive de 128 millions d'euros (contre une contribution positive de 174 millions d'euros en 2013) bénéficiant de l'optimisation du poste clients.

La variation du BFR opérationnel du **BG Aval** est positive de 23 millions d'euros (contre une contribution positive de 67 millions d'euros en 2013).

La variation du BFR opérationnel du **BG Energies Renouvelables** est négative de 1 million d'euros (contre une contribution positive de 2 millions d'euros en 2013).

Annexe 8 – Analyse des investissements par BG :

Les investissements opérationnels nets du **BG Mines** s'élèvent à 440 millions d'euros en 2014, contre 328 millions d'euros en 2013. En hausse par rapport à 2013, ils sont restés à un niveau soutenu du fait de la montée en puissance de la mine de Cigar Lake au Canada et de la fin des investissements engagés sur le projet Imouraren pour lequel la décision de décaler le projet dans l'attente de conditions de marché plus favorables a été prise.

Les investissements opérationnels nets du **BG Amont** s'établissent à 441 millions d'euros, en baisse par rapport à 2013 (748 millions d'euros), conformément au rythme prévu de construction et de montée en puissance des installations d'enrichissement et de conversion.

Le **BG Réacteurs et Services** affiche un montant total d'investissements opérationnels nets retraités¹ de 101 millions d'euros en 2014, en recul par rapport à 2013 (128 millions d'euros). Cette baisse s'explique par de moindres dépenses sur les développements de la gamme de réacteurs du groupe.

Les investissements opérationnels nets du **BG Aval** s'établissent à 141 millions d'euros. Ils sont en hausse par rapport à 2013 (115 millions d'euros) du fait d'une hausse des investissements sur les installations de la Hague.

Les investissements opérationnels nets retraités² du **BG Energies Renouvelables** s'élèvent à 4 millions d'euros en 2014, en baisse par rapport à 2013 (12 millions d'euros).

¹ Retraité des cessions d'actifs : activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA, et activité d'éoliennes terrestres

² Retraité de la cession d'activité de panneaux électriques au Brésil



Annexe 9 – Analyse du résultat opérationnel par BG :

Le résultat opérationnel du **BG Mines** s'élève à - 73 millions d'euros, contre 499 millions d'euros en 2013. Il est affecté par :

- une dépréciation partielle du goodwill de l'UGT Mines d'uranium pour un montant de 200 millions d'euros, résultant du calcul de la valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie du BG Mines basée sur une courbe des prix prévisionnels de l'uranium naturel revue à la baisse, par rapport au 30 juin 2014 ;
- la dépréciation de la valeur de l'actif minier de Somaïr au Niger à hauteur de 25 millions d'euros, liée à la prise en compte de l'évolution du cadre d'exploitation de cette mine, partiellement compensée par les effets attendus du plan d'économies élaboré au second semestre 2014 ;
- la dépréciation à hauteur de 100 millions de dollars américains (75 millions d'euros) de l'actif minier de Trekkopje en Namibie, à la suite de la révision de la courbe de prix prévisionnelle pour l'uranium naturel utilisée par AREVA.

Le résultat opérationnel retraité¹ du **BG Amont** s'élève à - 405 millions d'euros, contre 61 millions d'euros en 2013. Il est affecté notamment par une perte de valeur de 599 millions d'euros sur l'actif Comurhex II comme suite au relèvement, au premier semestre 2014, du coût à terminaison de la première phase de cet investissement d'une part, ainsi qu'à la décision prise au second semestre 2014, à l'issue d'une étude des perspectives d'évolution de l'offre et de la demande sur le marché de la conversion d'uranium, de repousser au-delà de 2030 l'horizon d'extension de la capacité de production de l'usine de 15 000 à 21 000 tonnes par an d'autre part.

Le **BG Réacteurs et Services** affiche un résultat opérationnel retraité² de - 1 240 millions d'euros, contre - 547 millions d'euros en 2013. Le résultat opérationnel du BG est impacté par :

- un montant total de 782 millions d'euros de dotations aux provisions pour pertes à terminaison au titre de plusieurs projets de construction ou de modernisation de réacteurs dont :
 - 576 millions d'euros au titre de l'EPR d'Olkiluoto 3 compte tenu de la réévaluation détaillée des coûts restant à engager et des risques résiduels sur le projet (principalement liés à l'achèvement de la construction du réacteur), en lien avec la finalisation, au second semestre 2014, du planning détaillé d'achèvement du réacteur, au sujet duquel le client TVO n'a pas émis d'objection majeure ; à ces dotations aux provisions s'ajoutent, dans le montant de la perte à terminaison du projet, en application du paragraphe 32 de la norme IAS 11 des coûts de période n'ayant pas participé efficacement à l'avancement du projet pour 144 millions d'euros ;
 - 155 millions d'euros au titre d'un contrat de modernisation d'un réacteur en Europe, afin de tenir compte du report de la date d'achèvement du projet en raison de la complexité de l'environnement de travail, des demandes de modification de la configuration logicielle effectuées par le client et du report, à l'initiative du client, du planning de formation de ses opérateurs, aucune réclamation par AREVA auprès du client, au titre de ces éléments, n'étant prise en compte dans le montant de la provision complémentaire.

¹ Retraité de la cession de Duisburg

² Retraité des cessions d'actifs : activités Contrôle Commande Transport (CCT) et Lignes d'assemblage pour l'aéronautique d'AREVA TA, et activité d'éoliennes terrestres



- une provision pour risques de 187 millions d'euros constituée au titre du projet de construction du Réacteur Jules Horowitz pour le CEA, dans le cadre de la recherche d'une solution négociée au différend qui opposait AREVA à son client concernant la prise en charge des surcoûts avérés et probables sur le projet, tant dans le périmètre des deux contrats dont AREVA TA, filiale d'AREVA, est titulaire, que dans celui des contrats passés par le CEA avec d'autres industriels, solution qui permet de limiter les risques futurs ;
- des dépréciations de frais de R&D immobilisés pour un montant de 362 millions d'euros au titre de plusieurs éléments de la gamme de réacteurs nucléaires de 3^{ème} génération, en particulier concernant la conception de l'US EPR, en l'absence de débouché identifié à horizon prévisible aux Etats-Unis ou à l'étranger pour ce modèle particulier.

Le **BG Aval** enregistre un résultat opérationnel de - 495 millions d'euros en 2014, contre 308 millions d'euros en 2013. Il est affecté par :

- l'impact ponctuel négatif de l'accord conclu avec EDF sur les modalités pour 2013-2020 de l'accord traitement-recyclage. A l'impact constaté au niveau de l'EBE, s'ajoute la perte de valeur d'actifs industriels de la Hague et Melox compte tenu des modalités de financement des investissements réalisés depuis 2013 sur ces sites agréées avec EDF ;
- de compléments de provisions pour obligations de fin de cycle comme suite (i) aux échanges formels intervenus aux premier et second semestres 2014 avec l'autorité administrative, à hauteur de 289 millions d'euros, afin de renforcer la couverture d'éventuels aléas de réalisation de projet dans le cadre des opérations de démantèlement et de reprise et reconditionnement des déchets, (ii) à la couverture de risques identifiés sur les chantiers de démantèlement et reprise et conditionnement de déchets à hauteur de 138 millions d'euros, et (iii) à la révision triennale du chiffrage de démantèlement futur de l'usine de Melox à hauteur de 15 millions d'euros.

Le résultat opérationnel du **BG Energies Renouvelables** s'établit à - 42 millions d'euros en 2014, contre - 31 millions d'euros en 2013. Il comprend des pertes de valeur au titre du goodwill Bioénergie pour un montant de 14 millions d'euros.

Annexe 10 – Définitions

A données comparables / à p.c.c. : à périmètre et taux de change constants.

Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO) : le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en-cours,
- clients et comptes rattachés,
- avances versées,
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance,
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance,



- NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

Carnet de commandes : le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

Cash-flow net : le cash-flow net est égal à la somme des éléments suivants :

- cash-flow opérationnel ;
- cash-flow des opérations de fin de cycle ;
- variation des créances et dettes non opérationnelles ;
- résultat financier payé ;
- impôt sur le résultat payé ;
- flux d'investissements ou désinvestissements non opérationnels ;
- dividendes payés aux intérêts minoritaires.

Le cash-flow net correspond ainsi à la variation de dette nette à l'exception des transactions avec les actionnaires d'AREVA.

Cash-flow opérationnel (CFO) libre : il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant impôts sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;



- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;
- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

Dette nette (ou endettement net) : la dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
NB : la définition de la dette nette d'AREVA a été modifiée au 31 décembre 2013 afin de se conformer à la définition publiée par l'Autorité des Normes Comptables. La définition utilisée auparavant était la suivante : "la dette nette est définie comme la somme des dettes financières courantes et non courantes, minorée de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des autres actifs financiers courants".

Excédent brut d'exploitation (EBE) : l'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels. L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

NB : La définition de l'Excédent Brut d'Exploitation d'AREVA a été modifiée au 30 juin 2014 afin d'en exclure la totalité des éléments du résultat opérationnel sans effet de trésorerie dans un objectif de plus grande cohérence. La définition utilisée auparavant était la suivante : « L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant).

Effet de change : l'effet de change mentionné dans ce communiqué provient de la conversion des comptes des filiales dans l'unité de compte du groupe. Cet effet résulte principalement de l'évolution du dollar américain par rapport à l'euro. AREVA rappelle également que sa politique de couverture de change des opérations commerciales vise à protéger sa profitabilité contre la fluctuation du cours des devises par rapport à l'euro.

Flux des opérations de fin de cycle : cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces opérations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux opérations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- minorés des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

Gearing : ratio dette nette / (dette nette + fonds propres)